

SOMMAIRE

EDITO

PAGE 3



Trois ou quatre débats par Bruno Delaval,
directeur régional de l'Uriopss Nord - Pas-de-Calais

ANALYSES

PAGE 4



Une loi sur l'ESS début 2014, ou la reconnaissance du tiers secteur

PAGE 10

Pour un service public territorial, favoriser le parcours de santé

ACTUALITÉS RÉGIONALES

PAGE 15



La promotion 10 de l'association Aréli, ou comment offrir un avenir à des jeunes issus de quartiers défavorisés ?

PRATIQUES

PAGE 19



Le logement d'abord pour les allocataires du RSA

ACTUALITÉS DES SECTEURS

Encart



Personnes âgées : EHPAD - Etablissements et services pour personnes âgées - Plan Alzheimer - CNSA - Silver economy, une opportunité pour la France et ses territoires ? - Refondation des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Rapport Monalisa - APA

A PROPOS

5



WWW.URIOPSS-NPDC.ASSO.FR

16



DESSINS DE FRANCIS CAMPAGNE

10, 13, 17



ANNONCEURS

2^e, 3^e de couverture, 12, 20, 22



FORMATIONS

PAGE 24





Edito

Trois ou quatre débats

Sur la fin de l'année 2013 et le début 2014, les acteurs de solidarité vont être sollicités à la fois pour élaborer l'avenir d'une politique de santé, pour refonder le travail social, pour garantir la réussite du plan de lutte contre la pauvreté.

Le plan pauvreté et l'entrée en scène de François Chérèque... Avec les préfets de région et les DRJSCS, avec les présidents des Conseils généraux, l'ambition est de suivre collectivement, sur une base institutionnelle, le suivi du plan arrêté en janvier suite à la conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de décembre 2012^[1]. Le comité régional a décidé de s'éloigner de la demande nationale et d'engager les débats d'une part sur la gouvernance et la coordination pour favoriser une approche transversale [atelier 1] et d'autre part, sur les préventions [atelier 2]. Rendez-vous est pris le 6 novembre.

Le retour du travail social ? Les Etats généraux du travail social prévus pour l'été 2014 seront alimentés par sept assises interrégionales. Au moment où le travail social s'effiloche, il est urgent d'aborder les enjeux d'une « mission en voie de disparition ». La nouvelle philosophie du travail social, centrée sur le service à l'usager-client et non plus sur l'usager-citoyen, doit reconsidérer le traitement actuel du social. L'objectif est la reconnaissance et le soutien du travail social dans les politiques publiques de cohésion sociale. Il faut faire évoluer le regard des professionnels de l'action sociale dans une économie concurrentielle.

La stratégie nationale de santé : la sortie du brouillard ? Le 23 septembre, Marisol Touraine a souhaité rebondir sur les rapports d'Edouard Coutu^[2] et d'Alain Cordier^[3]. Après la démission de ce dernier du comité des Sages, après le départ de Denis Piveteau^[4] du « ministère bis des affaires sociales » le débat est relancé sur la nouvelle [?] refondation du système de santé initié par le Premier ministre à Grenoble, le 8 février 2013.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale devrait concrétiser les premiers engagements dès l'année prochaine.

Toutefois, une autre loi sur la stratégie nationale de santé est aussi annoncée pour 2014. Elle s'articulerait autour de trois piliers : des objectifs ciblés de santé publique ; la structuration de la médecine de parcours à partir des soins de 1^{er} recours, appelée « *révolution du premier recours* » par la ministre des Affaires sociales et de la santé ; une meilleure coordination des actions collectives et faire progresser les droits des usagers. Cette réforme passe aussi par des forums régionaux de santé qui auront lieu de novembre 2013 à février 2014.

L'adaptation de la société au vieillissement, l'Arlésienne ? Les multiples rapports ont fait office de débat, cristallisant les réformes tarifaires et les demandes de financements complémentaires. Il faudra sans aucun doute attendre les échéances municipales. Mais des avancées pourraient se faire via les projets de loi relatifs à la modernisation de l'action publique ou encore de la décentralisation. Les réformes attendues devraient répondre aux changements sociologiques de la société et ne pas sacrifier aux préoccupations strictement économiques. Au-delà des débats, les mises en œuvre opérationnelles sont fortes. C'est ce que nous avons redit, lors de la plénière de la CRSA, le 24 septembre. Pour prise de conscience, pour faire consensus le débat est indispensable mais il doit avant tout concrétiser la mise en œuvre et la mise en action des orientations.

[1] Présenté à Lille lors du congrès national de l'Unipss en janvier 2013.

[2] Lire sur le sujet, l'article en page 10.

[3] Inspecteur général des finances, il est vice-président du HCAAM [haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie].

[4] Conseiller d'Etat, il est secrétaire général des ministères sociaux et chargé du pilotage global de la stratégie nationale de santé par le Premier ministre. Il est président du HCAAM.